



Déclaration préalable au CDEN du 16 novembre 2009

La rentrée est elle donc techniquement réussie, en ayant supprimé près de 40 000 postes en trois ans ? A-t-on lutté efficacement contre l'échec scolaire ? En renvoyant au Pôle Emploi des personnels précaires qui ont fait la preuve de leur utilité, a-t-on réussi l'intégration des enfants en situation de handicap, alors qu'en Loire-Atlantique, les postes d'AVSCo ne sont pas créés dans les nouvelles CLIS et sont menacés de disparaître dans les autres ?

Non, la politique menée est bien une politique de démantèlement du service public d'Éducation, une politique qui renonce à l'ambition de faire réussir tous les élèves.

L'insuffisance des recrutements, conséquence directe des suppressions de postes, se traduit maintenant par le manque d'enseignants dans les classes, la quasi disparition des personnels titulaires de remplacement, l'augmentation des effectifs, et rend plus difficile encore les conditions d'exercices du métier, tant en maternelle et en élémentaire que dans le second degré.

La diminution de 30% du nombre de contrats d'apprentissages a laissé sans affectation beaucoup d'élèves à la rentrée, ce qui, ajouté à la mise en place précipitée de la réforme de la voie professionnelle a mis en difficulté les lycées professionnels.

Les suppressions de postes annoncées au budget 2010 nous entraînent vers pire à la prochaine rentrée. C'est pourquoi vous avez mis à l'ordre du jour du précédent CTPD la modification des seuils d'ouvertures et de fermetures de classes dans le premier degré. Le refus des organisations syndicales unanimes s'est exprimé par un vote contre ces modifications. Vous avez argué du vote prédominant du président pour imposer votre décision. Ce ne sera pas suffisant pour la faire admettre à l'ensemble de la profession, aux parents, et aux élus. En effet, cette mesure conduirait à absorber les suppressions de postes et la montée démographique par l'augmentation des effectifs de classes.

C'est pourquoi, M L'Inspecteur d'académie, nous tenons à vous signifier solennellement notre refus de voir modifier les seuils d'ouvertures et de fermetures à la rentrée prochaine, et invitons tous ceux qui veulent une autre politique éducative, résolument tournée vers l'avenir des jeunes et la réussite de tous à se mobiliser autour du refus de voir se dégrader encore le service public d'éducation.